



L'avocat Newton Saint-Juste a demandé au commissaire du gouvernement de mettre l'action publique en mouvement contre la Première dame Sophia Martelly et contre son fils Olivier Martelly pour des dépenses engagées au nom de l'Etat.

Dans une lettre au commissaire du gouvernement, l'avocat fait état de « plusieurs dizaines de millions de dollars confiées à la Première dame et à son fils » pour la réalisation de programmes sociaux et sportifs à l'échelle nationale, sans préciser à quel titre ils manient ces fonds publics appartenant à chacun en particulier et à tous en général ».

Le « dénonciateur » a également écrit aux présidents du sénat et de la chambre pour informer de la dénonciation faite en date du 16 aout 2012 contre la Première Dame Sophia St Remy Martelly et son fils Olivier Martelly pour usurpation de titre ou de fonction et association de malfaiteurs.